



**Comité spécial sur l'élaboration d'une convention
contre la criminalité transnationale organisée**

Huitième session
Vienne, 21 février-3 mars 2000

**Rapport du Président des consultations officieuses sur le
projet révisé de Protocole contre la fabrication et le trafic
illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions
additionnel à la Convention des Nations Unies contre la
criminalité transnationale organisée**

1. Conformément à une décision prise à sa septième session, le Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée a tenu des consultations officieuses, du 22 au 25 février 2000, durant sa huitième session, pour examiner le projet révisé de Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (A/AC.254/4/Add.2/Rev.4).
2. Durant ces consultations officieuses, le Comité spécial a examiné les articles ci-après du projet de Protocole: article 2 (*Définitions*), article 3 (*Objet*), article 4 (*Champ d'application*), article 5 (*Criminalisation*) (par. 1 uniquement), article 10 (*Prévention de la réactivation des armes à feu neutralisées*) et article 18 *bis* (*Enregistrement et habilitation des courtiers [intermédiaires et transitaires]*).
3. Les articles 10 et 18 *bis* ont été examinés compte tenu des définitions des termes pertinents figurant à l'article 2. L'article premier (*Relation avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*) n'a pas été abordé, mais il a été recommandé, dans le cadre des consultations officieuses, de supprimer le paragraphe 2 de cet article, suite à l'amendement proposé pour l'article 3.
4. Les participants aux consultations officieuses sont convenus que la définition des mots "pièces et éléments" devrait être utilisée dans le projet de Protocole à la place des mots "autres matériels connexes" chaque fois qu'ils apparaissent dans le texte.
5. Les participants aux consultations officieuses ont décidé de différer l'examen de l'article 4 *bis* (*Souveraineté*) en attendant que le texte pertinent du projet révisé de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée soit finalisé.

6. Les participants aux consultations officielles ont donc recommandé que:
- a) Le Comité spécial prenne comme point de départ de son nouvel examen du projet de Protocole le texte révisé des articles 1 à 5, 10 et 18 *bis* (A/AC.254/L.174/Add.1); et
 - b) Le projet de Protocole soit modifié en remplaçant dans l'ensemble du texte les mots "autres matériels connexes" par les mots "pièces et éléments".
-